



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

Service eau environnement biodiversité  
Unité cadre de vie et biodiversité

Ref : SEEB/UCVB – JD/CS - 2023-89  
Affaire suivie par : Julien DUGUÉ  
Tél : 02 41 86 66 40  
julien.dugue@maine-et-loire.gouv.fr

**le directeur départemental des territoires**

à

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire  
Service connaissance des territoires et  
évaluation  
Division évaluation environnementale  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16 326  
44 263 NANTES Cedex 2

Angers, le 21 avril 2023

**Objet :** Avis sur dossier demande d'étude d'impact au cas par cas

Recours gracieux

Projet de Carré d'Orgemont 2 : aménagement de 4 bâtiments avec intégration paysagère à ANGERS

N° d'enregistrement du dossier : 2023-6670

Vous avez souhaité recueillir mon avis sur la demande de recours gracieux concernant le dossier de demande d'étude d'impact au cas par cas relatif au projet de Carré d'Orgemont 2 : aménagement de 4 bâtiments avec intégration paysagère, situé à ANGERS.

**Présentation du projet :**

Le projet concerne la construction d'un hôtel (79 chambres), avec salle de séminaire, salle de réception et rooftop, bâtiments tertiaires, restaurants et espaces de stationnement (165 places en stationnement aérien et 287 places dans un parking silo).

**En ce qui concerne l'urbanisme**

La contribution initiale fournie au titre de l'urbanisme n'est pas modifiée, dans la mesure où les éléments du recours gracieux n'y répondent pas.

**En ce qui concerne la biodiversité**

Les réponses apportées par le pétitionnaire ne répondent que partiellement aux remarques émises initialement.

Des inventaires complémentaires de reptiles semblent avoir été effectués en mars, mais la période et la méthode retenue ne correspondent pas forcément aux préconisations en la matière, ce qui rend le résultat de cet inventaire contestable.

Globalement, les éléments figurant dans le dossier initial, et les compléments apportés, démontrent que des enjeux en termes d'espèces protégées sont bien présents sur ce site, qui sera urbanisé. D'ailleurs, un certains nombres de mesures d'évitement, de réduction et de compensation sont prévus, ce qui conduit à conclure que ce projet doit faire l'objet d'une dérogation à la destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces protégées.

Du point de vue de la protection de la biodiversité, le dépôt d'une demande de dérogation pourrait être une condition à même de lever la nécessité d'effectuer une étude d'impact.

Compte tenu des observations précédentes, les compléments apportés du recours gracieux restent insatisfaisants, en particulier au titre de l'urbanisme, et la multiplicité des enjeux demeurent.

Pour le directeur départemental  
des territoires  
Le chef du service eau,  
environnement et biodiversité



Julien DUGUÉ